

Le gouvernement ampute la formation des demandeurs d'emploi de 25 millions d'euros en Bourgogne-Franche-Comté

La nouvelle est enfin tombée après des mois d'attente : la Région Bourgogne-Franche-Comté recevra cette année 25 millions de moins pour la formation des demandeurs d'emploi de la part de l'État.

Depuis 2019, l'État est engagé avec la Région dans un Pacte régional au service de la formation des plus éloignés de l'emploi. Ce partenariat a permis de déployer une politique ambitieuse pour les secteurs économiques en tension, pour la qualification notamment des jeunes décrocheurs, des bénéficiaires du RSA, pour le retour à l'emploi des séniors...

Cette politique associe toutes les structures de l'orientation, de l'emploi et de la formation du territoire. Elle a permis entre autres de déployer des formations de premier niveau à moins de 10km de chaque stagiaire, d'améliorer de plus de 4 points le taux d'accès à l'emploi.

Concrètement, cette baisse de 25 millions d'euros va supprimer plus de 2 200 places de formation en 2026.

Au-delà des effets sur les bénéficiaires, les organismes de formation sont aussi directement concernés. La Région, elle, a maintenu son engagement de 70 millions d'euros annuels et préservé les aides à l'entrée en formation ainsi que les aides au transport. Elle a également fait le choix, comme les autres Régions engagées dans un Pacte pour la formation, d'avancer une partie du budget de l'État pour éviter la casse. Cette situation est difficilement tenable dans un contexte où l'État nous demande déjà de contribuer à la réduction de la dette publique à hauteur de 83 millions d'euros.

Chaque année, la Région a honoré son contrat, déroulé les plans d'actions prévus, été soumise à des évaluations régulières qui ont, à de nombreuses reprises, salué la qualité des démarches et la bonne consommation des crédits publics. Aujourd'hui, le pacte de confiance est rompu. La convention n'est pas respectée, et la logique du « coup par coup » prévaut, sans nous donner de cap ni d'horizon.

« Alors que le chômage repart à la hausse, le gouvernement se désengage et défait les dispositifs mis en place qui ont pourtant prouvé leur efficacité. J'ai dénoncé ce jour auprès du Premier ministre ce retrait majeur et ses conséquences sociales désastreuses. C'est désormais une nouvelle politique à la main de la Région que nous devons bâtir pour les années à venir. » Jérôme DURAIN, président de la Région Bourgogne-Franche-Comté.